

Ensemble dans l'action le 21 janvier ! 14H30 porte de PARIS à LILLE

Le Gouvernement continue à s'attaquer frontalement à la Fonction Publique et aux services publics. Sa politique est aggravée par les attaques contre le statut, l'individualisation des rémunérations et la mise en concurrence des agents !

- ➔ L'Education nationale, déjà mise à mal par une saignée sans précédent de ses effectifs, l'Enseignement Supérieur et la Recherche, sont frappés de plein fouet par des réformes plus régressives les unes que les autres.
- ➔ L'hôpital public, asphyxié par une pénurie gravissime d'emplois et une recherche de rentabilité à tous crins, est en danger.
- ➔ Le Gouvernement fait pression sur les collectivités territoriales pour qu'elles appliquent scrupuleusement le même dynamitage de la fonction publique. De plus, le projet de loi sur les collectivités territoriales constitue un recul démocratique important.

Face à la politique destructrice du Gouvernement, les personnels organisent la résistance. Depuis des mois, les mobilisations se succèdent (Agents Territoriaux, Hôpitaux Publics, Poste, Education, Culture, Finances Publiques, Equipement...).

Alors que, pour répondre aux exigences de la situation sociale, le rôle de la fonction publique et des services publics n'a jamais été aussi important, il est urgent notamment :

- ✓ **de créer les emplois nécessaires et de donner les moyens aux services publics de répondre aux besoins croissants de la population partout sur le territoire ;**
- ✓ **de revenir sur les suppressions au budget 2010 et pourvoir aux remplacements des départs en retraite ;**
- ✓ **d'assurer le maintien et la progression du pouvoir d'achat de tous les personnels par l'augmentation du point d'indice et une reconstruction de la grille ;**
- ✓ **de revenir sur toutes les réformes régressives ;**
- ✓ **d'abroger la loi dite de « mobilité » ;**
- ✓ **de prendre des mesures pour combattre la précarité.**



Le 21 janvier 2010

**pour défendre
l'hôpital public,
pour défendre
nos emplois,
toutes et tous en grève
et manifestation à**

LILLE

14H30 Porte de Paris.

On ne peut parler de la défense et de la promotion de la fonction publique hospitalière sans y inclure le PSPH (participant au service public hospitalier) et le secteur social et médico-social associatif. La démolition et la privatisation entreprises par les politiques libérales sont les mêmes dans tous ces secteurs, piliers de la solidarité.

Depuis la loi de 91 qui met en place l'hôpital entreprise et la loi de 2002 pour le social, c'est la loi Bachelot, loi HPST (hôpital patient santé et territoire) qui met une touche finale aux moyens de la privatisation de tous les services sanitaires et sociaux lucratifs. Contrats d'objectifs, évaluations, modifications des systèmes de tarification... c'est l'asphyxie économique du secteur public privilégiant le secteur privé commercial et rentable pour les actionnaires sous la férule d'agences régionales de santé autoritaires et déniaient toute démocratie. C'est déjà aujourd'hui une offre de soins de service public réduite à sa plus simple expression, la création de déserts médicaux, et d'inégalités géographiques et économiques intolérables entre les citoyens.

Le combat que nous menons pour un service public sanitaire et social fort s'appuie sur des mobilisations citoyennes et inclue bien entendu comme condition essentielle l'arrêt de la casse de la protection sociale, aussi bien de la sécurité sociale que des budgets d'action sociale.

A Cholet, Nicolas Sarkozy a revendiqué, haut et fort, la suppression de plus de 100 000 postes de fonctionnaires depuis 2007, mais il a omis de dire, tout aussi clairement que, depuis des mois et des mois, l'application de sa politique a, aussi consisté à démanteler l'organisation des services publics à la française que nous connaissons.

Le Statut des fonctionnaires n'est pas plus épargné : loi dite de mobilité (mise en disponibilité d'office, recours à l'intérim, travail à temps incomplet), individualisation des rémunérations (prime de fonction et de résultats), mise en concurrence des agents (généralisation de l'entretien d'évaluation, prime au mérite), tout est bon pour réduire les droits des agents.

La Fonction Publique devient une entreprise privée avec à sa tête un grand manager : le Président de la République.

Les effets de la Révision Générale des Politiques Publiques, de la Réorganisation Administrative Territoriale de l'Etat, le projet de réforme territoriale, la loi Bachelot HPST (Hôpital, Patients, Santé, Territoires) ont et auront des conséquences néfastes sur les conditions de travail des personnels mais également mais aussi sur la qualité du service public rendu aux citoyens.

Face à cette situation gravissime, nous devons agir, pour faire converger les actions menées dans les divers secteurs. Les initiatives qui, partout, se sont développées doivent trouver dans la grève du 21 janvier 2010, un temps fort d'envergure nationale, qui doit s'inscrire dans la nécessaire construction d'un mouvement d'ensemble... durable.

Pour Solidaires, il y urgence à agir dans l'unité (public, privé, avec la population), à regrouper nos forces, pour imposer la mise en place d'une autre politique pour la Fonction publique et les services publics !



**Alors, le 21 janvier 2010, toutes et tous dans l'action,
Toutes et tous à LILLE 14H30 porte de PARIS**